



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement
et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

20220321-DEC-DAEN0220

ARRÊTE PRÉFECTORAL
actant le bénéfice de l'antériorité de la société
PATRIZIA à PORTES-LES-VALENCE

**La Préfète de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L513-1 ;

Vu les décrets n° 2017-1579 du 16 novembre 2017, n° 2018-704 du 3 août 2018, n° 2019-1096 du 28 octobre 2019 et n° 2020-1169 du 24 septembre 2020, modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R.122-2 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 05-0947 du 10 mars 2005 autorisant la société EIFFAGE IMMOBILIER, dont le siège est situé 97 cours Gambetta à LYON (69003) à implanter et à exploiter un entrepôt situé ZAC du Chaffit sur la commune de PORTES-LES-VALENCE (26800) ;

Vu le récépissé de déclaration n°2006/32 délivré le 30 mai 2006 à la société ENTREPÔTS PORTES LES VALENCE II, dont le siège est situé 12-20 rue Ferdinand Braudel à PARIS (75013) pour sa reprise de l'installation précédemment exploitée par EIFFAGE IMMOBILIER à PORTES-LES-VALENCE ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013298-0027, du 25 octobre 2013, portant prescriptions complémentaires pour l'installation de la société ENTREPÔTS PORTES LES VALENCE II située à PORTES-LES-VALENCE ;

Vu le récépissé n° 02/2019 délivré le 4 février 2019 à la société PATRIZIA Frankfurt Kapitalverwaltungsgesellschaft mbH, dont le siège social est situé à FRANCFORT-SUR-LE-MAIN D 60549 (Allemagne), The Squire 18, Am Flughafen, pour sa reprise le 28 septembre 2018 de l'installation d'entrepôts couverts située rue Louis Armand, ZI de la Motte sur la commune de PORTES LES VALENCE (26800) précédemment exploitée par la société ENTREPÔTS PORTES LES VALENCE II ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre acte du bénéfice de l'antériorité sur les rubriques 1510, 2925, 2410, 2260 et 2910 ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La société PATRIZIA FRANKFURT KAPITALVERWALTUNGSGESELLSCHAFT MBH dont le siège social est situé au 2 rue de Clichy à PARIS (75009), est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses activités pour son établissement implanté Rue du Commandant Cousteau, ZI de la Motte à PORTES LES VALENCE (26800), sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 :

Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté complémentaire n°2013298-0027 du 25 octobre 2022 est supprimé et remplacé par le tableau et les dispositions suivantes :

Intitulé de la rubrique	Volume de l'activité	Rubrique et régime
Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	Volume des entrepôts = 342 144 m ³	1510-2-b) Enregistrement
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des installations dont les activités sont réalisées et classées au titre de l'une des rubriques 2101, 2102, 2111, 2140, 2150, 2160, 2170, 2220, 2240, 2250, 2251, 2265, 2311, 2315, 2321, 2330, 2410, 2415, 2420, 2430, 2440, 2445, 2714, 2716, 2718, 2780, 2781, 2782, 2790, 2791, 2794, 3610, 3620, 3642 ou 3660 : 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation = 420 kW	2260-1-b) Déclaration avec contrôle périodique
Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 250 kW	Puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation = 85 kW	2410-2 Déclaration

Intitulé de la rubrique	Volume de l'activité	Rubrique et régime
Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique nominale totale = 2,32 MW	2910-A-2 Déclaration avec contrôle périodique
Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale de courant continu utilisable = 800 kW	2925-1 Déclaration

L'exploitant est également autorisé à stocker un volume maximal de :

- 26 018 m³ de matières plastiques de type polymères ou produits dont 50 % au moins de la masse est composée de polymères à l'état alvéolaire ou expansé ;
- 87 273 m³ de pneumatiques, de produits plastiques autre qu'à l'état alvéolaire ou expansé, de papiers, cartons, bois sec.

Les stockages respectent les volumes de matières combustibles et dispositions de stockage majorants modélisés dans l'étude de dangers actualisée.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 4 : publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de PORTES-LES-VALENCE pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de PORTES-LES-VALENCE fera connaître par procès verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.


Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de PORTES-LES-VALENCE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **29 MARS 2022**

La préfète,


Pour la Préfète, et par délégation
La Secrétaire Générale
Marie ARGOUARC'H